

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
86 · Avril 2017
AZB 3001 Berne



Urabstimmung
Rücksendecouvre

Vote général
Enveloppe de

Voto genera
Busta di rito



général

VOTE GÉNÉRAL DU PS SUISSE DU 29 AVRIL 2017

Réforme « Prévoyance vieillesse 2020 »
Explications concernant le vote

ENVELOPPE DE VOTE

pour le vote général du PS Suisse du 29 avril 2017
Réforme sur la « Prévoyance vieillesse 2020 »

Procédure de vote

1. Remplir le bulletin de vote.
2. Fermer cette enveloppe de vote.
3. Signer la partie inférieure de l'enveloppe de vote.
4. Mettre le bulletin de vote dans la boîte à l'adresse indiquée.
5. Les bulletins de vote doivent être déposés dans la boîte à l'adresse indiquée.

BULLETIN DE VOTE

pour le vote général du PS Suisse du 29 avril 2017

Vote général

Pour la troisième fois de son histoire, le Parti socialiste suisse organise un vote général, une consultation de ses 31 000 membres. Ce vote permettra de déterminer la position du PS Suisse sur la réforme des retraites, intitulée « Prévoyance vieillesse 2020 ». Entre vision globale et équilibrée pour garantir les retraites et l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, le débat interne est lancé. Pages 4 et 5

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE 2050

Le 21 mai prochain, la population sera amenée à se prononcer sur la stratégie énergétique 2050. Didier Berberat, conseiller aux Etats (NE), fera le point sur cet objet important pour l'avenir du pays, qui vise notamment une sortie du nucléaire et un renforcement des énergies renouvelables. Page 6

COMBATTRE L'HOMOPHOBIE

Pink Cross, l'association faitière des organisations gays en Suisse, ainsi que la LOS, le pendant féminin au niveau national, et d'autres organisations LGBT+ lancent et soutiennent activement la campagne « Hate Crime », dont l'objectif est de sensibiliser sur la violence commise à l'égard des personnes LGBTIQ*. Page 9

L'IMAGE DU MOIS



Le 25 mars 2017, l'Union européenne soufflait les 60 bougies de son texte fondateur, le traité de Rome. Un anniversaire teinté d'angoisse que les vingt-sept organisateurs n'ont pas su dissimuler. Le mot d'ordre: 2017, l'année zéro. Une action pour relancer la confiance des 510 millions d'Européen-ne-s, puisque jamais, en 60 ans d'existence, les faiblesses et les dissensions au sein de l'Union ne sont apparues aussi clairement. Brexit, montée des populismes et défiance envers les institutions menacent de faire tomber l'édifice. Mais que lui reproche-t-on au juste ? D'être trop loin du peuple, d'imposer son « diktat » ou encore d'être responsable d'une crise qui n'en finit pas. Et pourtant, les responsabilités de ces maux incombent bien souvent aux gouvernant-e-s des Etats qui composent l'Union européenne.

Résultat: le projet européen, fondé sur la paix, la tolérance, l'Etat de droit et l'ouverture sur le monde n'a plus la cote. L'heure est à la défense des intérêts nationaux, du repli sur soi et du refus des Autres. Les peuples d'Europe seront-ils encore unis dans 60 ans ? A cette question, nul ne saurait aujourd'hui répondre.



La France va mal. Elle compte des millions de chômeurs et une vague d'attentats l'a traumatisée. Elle va mal aussi pour des raisons structurelles: centralisme, système présidentiel de type monarchique, syndicalisme éclaté, patronat arrogant, école au service des élites, redistribution inégalitaire des richesses, obsession du tout-nucléaire. Ces lacunes se sont agrandies avec François Hollande, du fait que celui-ci et ses acolytes (Valls, Macron) ont renié le monde du travail, pour mener une politique sociale-libérale qui répond pour l'essentiel aux aspirations de la bourgeoisie française. Citoyen suisse et double national de cœur, Jean-Claude Rennwald ne donne pas de leçons à ses amis français, mais suggère des pistes susceptibles de remettre la France sur des rails plus démocratiques et plus sociaux: élection d'un premier ministre qui est aussi chef de l'Etat par le Parlement, élection de l'Assemblée nationale au scrutin proportionnel, introduction du référendum d'initiative populaire, reconstruction d'une école républicaine. Au-delà des petites phrases et des querelles de clans, ce livre éclaire la prochaine élection présidentielle et veut rendre toute sa noblesse à la politique.

Journaliste, politologue, dirigeant syndical et ancien conseiller national jurassien durant 16 ans, Jean-Claude Rennwald consacre une partie de sa retraite à l'écriture. Il s'exprime dans différents titres de la presse romande et française. Il a déjà publié de nombreux ouvrages ayant trait au Jura, à la Suisse, à l'Europe, à la gauche et au syndicalisme.

A quoi bon ? Mais en fait, pourquoi pas !



Leyla Gül,
co-secrétaire
générale

Pour être franche, la question me dépasse. Pourquoi un vote général ? Et pourquoi précisément sur ce thème ? Le Groupe socialiste aux Chambres fédérales, la Présidence, le Comité directeur et l'Assemblée des délégué-e-s ont déjà tous les quatre approuvé le projet. Mais au lieu de se demander pourquoi, ne vaudrait-il pas mieux se dire « pourquoi pas ! » ? Les débats qui eurent lieu lors des assemblées des sections illustrent parfaitement l'importance que revêtent les discussions sur la réforme « Prévoyance vieillesse 2020 ». Les questions critiques alternaient avec les informations et les avis divergents. A cette époque déjà, le projet échauffait les esprits de ceux qui étaient pour, comme de ceux qui étaient contre. Mais toutes les personnes présentes s'accordaient sur un point : l'AVS est l'une des avancées les plus importantes du XXe siècle. Cette assurance est le grand projet social pour lequel le PS s'est battu avec opiniâtreté jusqu'en 1947, lorsque le peuple a accepté à 80 %, et avec un taux de participation de 79 %, la création de l'AVS. L'AVS est une grande institution sociale ; résolument tournée vers l'avenir, elle est

le ciment qui relie les générations entre elles. C'est dire son importance pour le peuple suisse. Chaque modification qui y est apportée a des conséquences sur la sécurité et la paix sociales. C'est pourquoi le vote général apparaît comme indispensable. Une question qui touche le peuple dans son entier, aujourd'hui et demain, doit avoir l'aval des membres. Le PS doit faire entendre leur voix. Par conséquent, cette réforme, la plus importante de cette législature, demande un dispositif spécial ; un instrument avec lequel nous avons écrit et nous continuerons à écrire l'histoire du Parti. Sans compter, bien sûr, que nous sommes toujours heureux de faire ce qu'aucun autre ne fait. C'est ainsi que le PS reste le parti de l'innovation et de la participation. D'ailleurs, nous ne le faisons pas qu'au niveau national, mais aussi cantonal, notamment avec l'organisation d'une primaire dans le canton des Grisons, afin de désigner notre futur candidat au Conseil d'Etat : *vorwahlengr.ch*. Le PS est toujours à l'écoute de tous ses membres et il en fait la démonstration grâce à ce vote général.



La démocratie en marche

Certains partis, pourtant chantres autoproclamés de la démocratie, feraient bien de prendre exemple sur ce qui est aujourd'hui proposé, à travers toute la Suisse, aux quelque 32 000 membres du Parti socialiste.

Alors que l'Union démocratique du centre, les démocrates suisses, le parti démocrate-chrétien ou encore l'ancien parti radical-démocratique jugent nécessaire de préciser leur attachement à la démocratie dans leur nom, le PS Suisse a choisi de la pratiquer en interne, dans un exercice unique en son genre dans notre pays.

Le Congrès de Thoune de décembre 2016 a estimé, tout comme le Comité directeur, que la démocratie interne pouvait encore être renforcée. Le message a été reçu 5/5 par la direction, qui a proposé d'organiser un #votegeneral sur la question de la réforme de la « Prévoyance vieillesse 2020 ». Là où l'UDC annonce le futur président national après une séance de la direction du parti, le PS Suisse ne craint pas le débat et les discussions internes et voue une entière confiance à ses membres.

L'histoire du PS est faite de discussions de fond, sur notre programme, nos valeurs, nos idées et nos projets de société. Si notre pensée est unie, elle est loin d'être unique, et c'est bien ce qui fait notre force, notre dynamique et notre crédibilité. Cet outil démocratique qu'est le vote général permettra une large consultation de la base de notre parti sur le thème fondamental de cette législature et ô combien cher au PS : l'AVS et les retraites de manière générale. Alors camarades, il n'y a pas lieu d'hésiter ! Toutes et tous aux urnes, profitez de cette chance unique de vous exprimer au sein d'un parti national, votez et faites voter, donnez votre avis de manière aussi large que possible afin de déterminer, ensemble, la position officielle du PS sur l'avenir de notre système de prévoyance vieillesse.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef



IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pierre-Pascal Baumann
Production Atelier Bläuer, Berne

POUR

Une amélioration générale des rentes



MARINA CAROBBIO
Conseillère nationale
(TI), vice-présidente
du PS Suisse

« Les femmes qui touchent une rente AVS moyenne auront toujours la possibilité de partir à la retraite à 64 ans sans péjoration. »

La réforme de la Prévoyance vieillesse 2020 est un compromis qui permet de renforcer l'AVS. Bien sûr, l'élévation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans est un écueil important. Mais globalement, le bilan de la réforme est positif: le niveau des rentes est maintenu, voire relevé; et la baisse du taux de conversion dans le 2e pilier sera compensée. Pour la première fois depuis 40 ans, toutes les rentes AVS seront augmentées grâce à un supplément annuel de 840 francs par an pour les personnes vivant seules et jusqu'à 2712 francs par année pour les couples mariés. Cette amélioration profitera particulièrement aux femmes: 500 000 femmes actives ne sont assurées que dans l'AVS.

Le travail à temps partiel sera mieux couvert dans le 2e pilier, ce qui réduira les inégalités de rentes entre femmes et hommes dans la LPP. Deux tiers des assuré-e-s gagnant entre 21 150 et 55 000 francs par année sont des femmes.

Désormais, la flexibilisation de la retraite sera enfin concrétisée. Il sera possible de combiner travail à temps partiel et rente partielle. Vu que les taux de réduction en cas de retraite anticipée baisseront, les femmes qui touchent une rente AVS allant jusqu'à environ 1700 francs (ce qui correspond à un revenu annuel en moyen de 39 000 francs)

auront toujours la possibilité de partir à la retraite à 64 ans sans péjoration par rapport à aujourd'hui.

La Prévoyance vieillesse 2020 consolidera les finances de l'AVS jusqu'en 2030 grâce à une légère hausse de la TVA de 0,6 %. La population ne ressentira une augmentation de 0,3 % de TVA qu'à partir de 2021, puisque la première augmentation de 0,3 % de la TVA est déjà prélevée actuellement et sera transférée de l'AI à l'AVS. Les rentes seront garanties et il ne sera plus question de demander que l'âge de la retraite passe à 67 ans.

Cette réforme ne résout certes pas les problèmes des inégalités salariales, du travail non rémunéré effectué par les femmes et les autres discriminations de genre. Pour affronter ces disparités, il faut maintenant une grande mobilisation. Mais cette réforme renforce les rentes de beaucoup de femmes et d'hommes touchant de bas et moyens revenus. Elle est également importante pour les jeunes générations.

La droite veut faire couler la réforme pour empêcher toute amélioration de l'AVS et affaiblir cette dernière au profit de l'épargne privée. Ce que nous voulons, c'est renforcer l'AVS. Cette réforme est un bon pas dans cette direction.

FICHE PRATIQUE

Les plus de 30 000 membres actuels du PS Suisse sont amenés à se prononcer par un vote général. Seuls les membres inscrits au 3 avril 2017 peuvent y prendre part. Le matériel de vote est déjà parvenu à tous les membres; il s'agit du matériel « classique » de vote par correspondance, comme celui utilisé lors des votations fédérales. Pour donner son avis, il suffit de remplir le bulletin de vote avec ta position, de signer la feuille de réexpédition et de timbrer l'enveloppe pour la retourner au secrétariat central du PS Suisse à Berne (ou de la déposer audit secrétariat).

Le matériel de vote doit être parvenu au secrétariat central pour le samedi 29 avril au plus tard, le dépouillement se déroulera le dimanche 30 avril et les résultats seront donc annoncés dans la soirée.

Le matériel de vote contient également une brochure explicative, détaillant la réforme, donnant les arguments en faveur de la réforme et ceux qui s'y opposent. C'est l'Assemblée des délégué-e-s du 1^{er} avril à Castione (Bellinzona) qui a déclenché la tenue de ce vote général, en recommandant aux membres de voter « OUI », par 140 voix contre 9 et 17 abstentions.

CONTRE

Cette réforme est un sacrifice inacceptable



MARTINE DOCOURT
Cheffe du Groupe
socialiste au Grand
Conseil neuchâtelois

« Ce projet sacrifie les femmes et les actuels retraités. »

La réforme est souvent décrite comme un mal nécessaire. Dans la balance des avantages et des désavantages, nul doute ne persiste : ce projet sacrifie les femmes et les actuels retraité-e-s.

Les termes utilisés pour faire accepter au peuple la réforme Prévoyance vieillesse 2020 démontrent à eux seuls le revers de la médaille : « pilule amère » ou « couleuvre à avaler » ne font qu'appuyer une conviction que beaucoup possèdent déjà, celle d'accepter une réforme inadmissible, sous couvert d'avoir obtenu le moins mauvais compromis possible.

La réforme a pour objectif affiché de pérenniser les retraites. En ces temps d'austérité, pas de baguette magique, il faut économiser. L'élévation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans représente une manne financière de 1,3 milliard de francs. La droite bourgeoise fait tout son possible pour l'augmenter depuis des années. Objectif atteint aujourd'hui. Les femmes sont sacrifiées alors que leurs retraites sont déjà 37 % plus basses que celles des hommes à cause, notamment, des salaires inférieurs qui leur sont versés et ceci alors qu'elles assument encore les 2/3 du travail non rémunéré (cuisine, ménage, garde des enfants, ...). Dans ce contexte, est-il

juste de charger encore la facture adressée aux femmes, alors même que le Parlement refuse toute intervention concrète en matière d'égalité salariale ? De plus, rehausser l'âge de la retraite pour des personnes dont on se « débarrasse » la soixantaine à peine atteinte ne fait que prolonger une situation pénible pour des gens sans emploi et n'améliore pas leur situation. N'est-il pas le temps d'attaquer la problématique autrement ?

Les retraité-e-s actuels sont aussi laissés-pour-compte. Leur pouvoir d'achat diminue continuellement, entre hausses de primes maladie et de loyers. Les 65+, qui sont 1,4 million en Suisse, font partie de la tranche d'âge la plus pauvre. La retraite s'accompagne trop souvent d'une diminution sensible du revenu, conduisant directement à la précarité.

Femmes, hommes, retraités ou actifs, nous serons toutes et tous touchés par l'augmentation de la TVA de 0,6 % et la baisse du taux de conversion du 6,8 % à 6 % (pourtant largement refusée par le peuple en 2010), deux mesures particulièrement antisociales. Enfin, l'augmentation, pourtant positive des rentes AVS, ne suffira pas à compenser les pertes des futurs retraités.

L'HISTOIRE DU VOTE GÉNÉRAL AU PS SUISSE

Qu'ont en commun 1919/1921 et 1995 ? Ce sont les derniers « votes généraux » organisés par le PS. Il y a près de 100 ans, la question posée était celle de l'adhésion du PS à la 3e Internationale, rejetée par 14 612 camarades (62,65 %), alors que 8 711 d'entre eux l'approuvait (37,4 %). Un second vote d'adhésion était organisé en 1921, à nouveau rejeté par 25 475 membres (74,4 %) et contre 8 777 avis favorables (25,6 %). Enfin, en 1995, c'est la 10^e révision de l'AVS qui est au cœur du vote général et du débat interne des camarades socialistes. L'augmentation de l'âge de la retraite

des femmes à 64 ans était déjà au centre des discussions. La base du PS avait alors accepté cette réforme portée par Ruth Dreifuss, par 65,9 % des membres ayant choisi de s'exprimer. A noter que cette réforme aura également été acceptée par la population dans les urnes. Il s'agira là de la dernière réforme des retraites qui aura trouvé grâce aux yeux de la population. Camarades, à vous de vous exprimer pour écrire la troisième page de l'histoire du vote général au sein du PS Suisse.

La Stratégie énergétique 2050, une chance unique !

LE 21 MAI, NOUS VOTERONS SUR LA NOUVELLE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DE LA CONFÉDÉRATION (SE2050), SUITE À UN RÉFÉRENDUM DE L'UDC. À N'EN POINT DOUTER, CET OBJET COMPTE, AVEC LA RÉFORME DE LA PRÉVOYANCE 2020, PARMIS LES PLUS IMPORTANTS DE LA LÉGISLATURE 2015-2019.

Pour concrétiser la SE2050, le Parlement, après de très longues discussions, a procédé à une révision totale de la loi sur l'énergie et a prévu de nombreuses mesures. Il a fallu faire des compromis, dans une logique constructive, et le Groupe socialiste a soutenu le projet final sans réserve.

Interdiction des centrales nucléaires

La SE2050 interdit la construction de toute nouvelle centrale nucléaire. Avec la révision de la loi sur l'énergie nucléaire, les cinq réacteurs existants continueront à fonctionner tant qu'ils seront jugés sûrs par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN). Il convient de relever que ces centrales ne sont ni rentables, ni concurrentielles et que leur maintien en conformité est très coûteux. Celle de Mühleberg sera d'ailleurs débranchée en 2019 déjà, pour des raisons économiques. Nous aurions certes préféré fixer une date butoir, mais c'est au final la logique économique qui se chargera de mettre fin au nucléaire en Suisse.



Didier Berberat, conseiller aux Etats (NE)

La SE2050 interdit la construction de toute nouvelle centrale nucléaire.

Production d'énergies renouvelables

Le nucléaire représente actuellement un tiers de notre production d'électricité. Comment compenser sa disparition? Provisoirement, notre pays, qui est importateur d'électricité, restera dépendant de ses voisins. Mais la SE2050 veut accroître progressivement la production indigène d'énergies renouvelables: hydraulique, éolien, solaire, biomasse, géothermie, etc.

Si l'hydraulique représente près de 60% du courant indigène, les autres sources renouvelables y participent aujourd'hui pour environ 4,5%. Il est donc indispensable de les encourager temporairement, au moyen d'un fonds qui sera alimenté par un supplément d'au maximum 0,8 centime. Ainsi, une grande partie des 40000 projets en attente pour la rétribution du courant injecté à prix coûtant, la fameuse RPC, pourront se réaliser. La production électrique escomptée correspond à celle des centrales de Beznau I et II.

De plus, le système d'acheminement sera réorganisé; l'énergie issue de l'hydraulique pourra être trans-

portée avec un impact environnemental réduit.

Efficacité énergétique

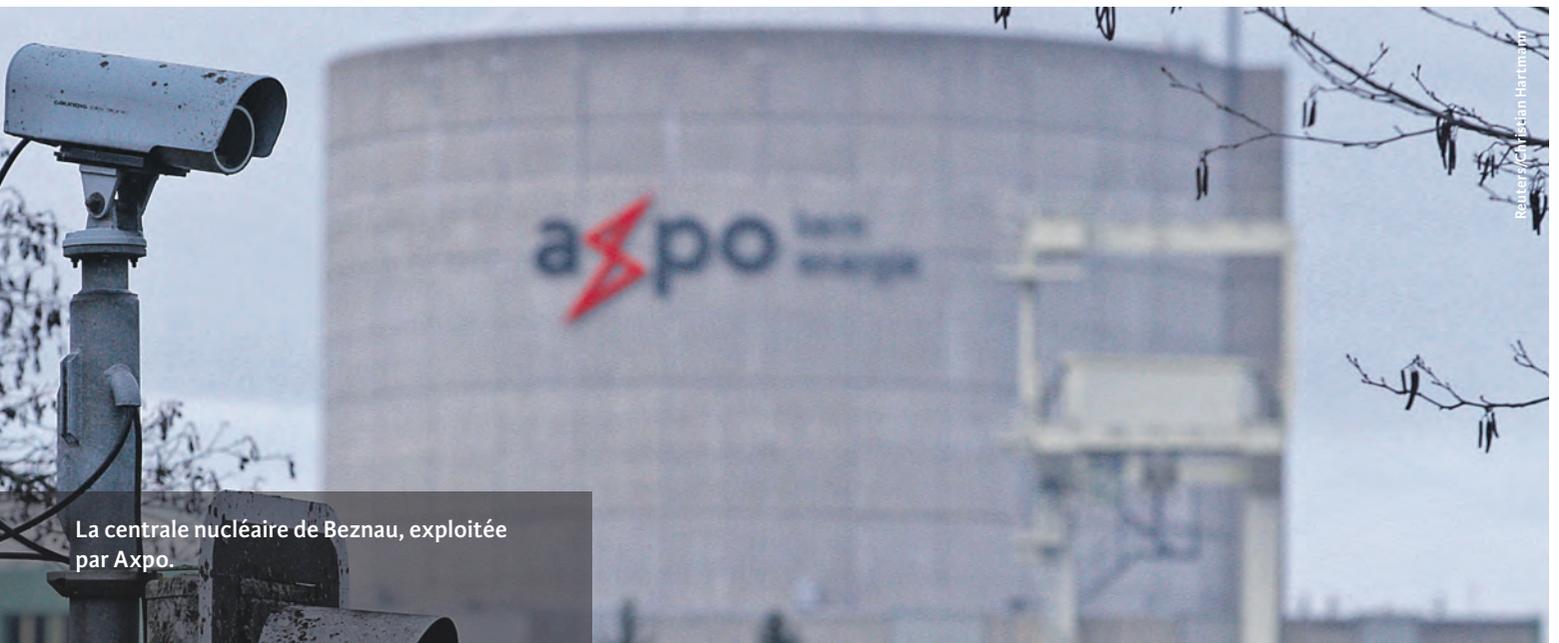
La SE2050 améliorera l'efficacité énergétique. Le programme «Bâtiments», qui arrive à échéance fin 2019, sera reconduit. Les propriétaires qui procèdent à un assainissement énergétique pourront donc toujours demander un soutien financier.

Le renforcement continu des prescriptions techniques permettra de réduire encore la consommation d'énergie des transports et des appareils électriques. En parallèle, dans les cinq prochaines années, les importateurs automobiles devront réduire les émissions de CO₂ des nouvelles voitures de tourisme jusqu'à la valeur de 95 g CO₂/km en moyenne.

Valeur ajoutée et emplois

Nous importons de l'énergie pour environ 10 milliards de francs par année. Grâce à la SE2050, et notamment au passage aux énergies renouvelables, nous réduirons notre dépendance, générerons une valeur ajoutée considérable en Suisse et permettrons de créer des milliers d'emplois dans le second œuvre de la construction et dans les professions techniques.

Cette stratégie est une chance unique pour nous et pour les générations futures. Le PS Suisse vous appelle à voter oui.



La centrale nucléaire de Beznau, exploitée par Axpo.

Reuters/Christian Hartmann



Nour Ghozam, 12 ans, dans un immeuble de la vieille ville de Homs.



Ali Al-Ahmad et son épouse, qui vivent sur le toit d'un immeuble de Jaramana.

SIX ANS DE GUERRE

Un lendemain en Syrie ?

ENTRE HOMS, UNE DES VILLES MARTYRES EN SYRIE, ET JARAMANA, UNE BANLIEUE DE DAMAS, DEUX PORTRAITS DE FAMILLES. L'UNE EST PORTÉE PAR LES TALENTS DE LEURS ENFANTS, L'AUTRE DÉTRUITE PAR LA MORT DE LEUR FILS AÎNÉ.

Une famille pleine d'espoirs

Homs, une des villes martyres de la guerre. Entre 2012 et 2014, plusieurs quartiers ont été rasés durant les combats entre mouvements armés et l'armée syrienne. Nour Ghozam, 12 ans, et sa famille, font partie de ceux qui sont revenus vivre dans leur quartier de la vieille ville. Ils n'ont pas pu se réinstaller dans leur maison détruite. Alors ils ont emménagé au 4^e étage d'un immeuble moins endommagé que les autres. Les constructions voisines ne sont que ruines.

Dans une pièce glacée trône un piano. Le grand frère Rafi, 18 ans, en joue avec talent. C'est la fierté de la famille. Comme l'est la voix de Nour et son inspiration poétique. Houssam, le père, joue du *oud* (une guitare orientale), la maman Rita écrit les paroles. Mais la musique ne nourrit pas la famille. En 2011, elle s'est réfugiée à Mashta-al-Helou, une ville proche qui a recueilli beaucoup de déplacés de Homs et d'Alep. Houssam est un cuisinier apprécié et il a toujours réussi à travailler. Les enfants sont allés à l'école. Après quatre ans, une fois Homs reprise par l'armée gouvernementale, le père est revenu y travailler. La famille a suivi quelques mois plus tard. « Nous nous en sortons à peine, avec

de l'aide, nous raconte Houssam. Avant la guerre, je travaillais dans deux restaurants. Nous avions une maison. Nous vivions bien. »

Leur vie s'est arrêtée

Changement de lieu. Jaramana, une banlieue de Damas. Ali Al-Ahmad* nous attend au pied de son immeuble. Sa famille en occupe le toit. En 2012, ils ont quitté leur village des environs d'Alep. Des combattants islamistes tentaient de recruter les deux plus grands garçons d'Ali. « Ils me proposaient de l'argent contre l'honneur, contre la vie de mes fils », s'indigne-t-il encore. Sombre, il nous explique que son fils aîné, Mohamad, soldat de l'armée syrienne, est mort à 22 ans à Deir ez-Zor, en août 2016. La vie de toute la famille s'est arrêtée, ou presque.

Zahra, la maman, et le deuxième fils Hussein n'ont toujours pas refait surface. Leur fille Zenab, 20 ans, va se fiancer. Le plus jeune, Hassan, 12 ans, tente de se concentrer sur l'école. Hussein, lui, ne quitte pas sa pièce. Sa mère passe plusieurs heures par jour adossée à un mur. « Je pense à mon fils, c'est tout. »

* Le nom et les prénoms ont été changés pour la sécurité des personnes.



Fabrice Boulé, Caritas Suisse

SE LOGER, MANGER, SE SOIGNER

Quelque 5000 familles y sont enregistrées auprès du centre de Caritas à Jaramana. Elles reçoivent de l'aide ponctuellement sous forme de coupon d'une valeur de 50 à 80 francs. Elles sont plus de 11 000 à Homs. Les familles peuvent acheter des habits, des détergents, des couvertures, de la nourriture (pas de cigarettes, ni d'alcool ou de maquillage). Des accords sont passés avec des commerces qui réduisent leurs prix. « Avec le coupon, les gens ont le choix, c'est eux qui savent au mieux ce dont ils ont besoin », nous explique le Dr Louis Kawa, directeur du centre. Entre deux coupures d'électricité, il poursuit : « Tous les jours, des dizaines de nouvelles personnes frappent à notre porte. Hier, ces gens avaient une maison, de la famille, un travail. Aujourd'hui, ils n'ont plus rien. Ils nous demandent de les aider pour manger. » A Alep, Caritas sert 8000 repas chauds par jour depuis février 2015.



Deux initiatives cantonales pour renforcer le système de santé publique

LES PROBLÈMES SONT CONNUS DEPUIS LONGTEMPS, MAIS LES SOLUTIONS SONT DIFFICILES À TROUVER : LES COÛTS DE LA SANTÉ EXPLOSENT, LES PRIMES D'ASSURANCE-MALADIE AUGMENTENT À CAUSE DE L'INFLATION TECHNOLOGIQUE, DU VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE, DES FAUSSES INCITATIONS ET DES TRAITEMENTS ONÉREUX MAIS PEU UTILES. IL Y A UN MANQUE DE MÉDECINS DE FAMILLE ET DE PERSONNEL SOIGNANT, DE NOMBREUX DOMAINES DE SANTÉ SONT PRIVATISÉS ET L'ENSEMBLE DU SYSTÈME SOUFFRE D'UN MANQUE CHRONIQUE DE TRANSPARENCE.

La situation n'est guère différente au Tessin où le 40 % des hôpitaux et des cliniques sont en mains privées, un chiffre record. En 2015, le canton a financé à hauteur de 184 millions les hôpitaux publics et 125 millions pour les cliniques privées. De plus, le Tessin est le seul canton qui n'a pas encore donné suite à la mise en œuvre de l'article constitutionnel 117a sur les soins médicaux de base, pourtant accepté par une large majorité populaire en mai 2014. La planification hospitalière cantonale qui a été votée par la majorité de droite du Parlement cantonal en décembre 2015 a vu sa mise en œuvre bloquée avec succès par un référendum, car ce projet prévoyait des collaborations institutionnelles avec des so-



Gina La Mantia, députée au Grand Conseil tessinois

ciétés anonymes privées (comme le groupe Génolier) et, par conséquent, un affaiblissement des hôpitaux publics du canton.

Depuis le 1^{er} avril, nous recueillons des signatures pour deux nouvelles initiatives interpartis qui visent le renforcement du système de santé publique et notamment hospitalier. Les deux textes ont été lancés par des médecins, des représentant-e-s du personnel soignant, des politicien-ne-s et d'autres personnes concernées. Elles bénéficient aujourd'hui d'un large soutien.

L'initiative «per la qualità e la sicurezza delle cure ospedaliere»* demande que tous les hôpitaux et cliniques qui reçoivent des mandats cantonaux et qui, conformément à

la LAMal, bénéficient d'un financement public, soient considérés d'intérêt public et soumis aux mêmes critères de qualité, de sécurité et d'adéquation des soins. Ces institutions doivent également offrir de bonnes conditions de travail au personnel, créer des places d'apprentissage et rendre publics leurs comptes. Il s'agit surtout d'instaurer l'égalité des conditions de traitement entre les hôpitaux publics et les cliniques privées. En ce qui concerne le financement, cette égalité de traitement est assurée depuis 2012. Maintenant, il s'agit d'y ajouter les critères de qualité et plus de transparence.

L'autre initiative «per cure medica e ospedaliere di prossimità»** traite de la question des soins médicaux de base qui doivent obéir à la règle de la proximité. Le texte vise également à renforcer les hôpitaux dans les régions périphériques (Faido et Acquarossa) et prévenir leur déclassement ou leur fermeture. Ces hôpitaux doivent jouer un rôle important dans le sens de l'article constitutionnel sur les soins médicaux de base : en collaboration avec les médecins de famille, ils assurent des prestations médicales de qualité dans les régions périphériques. Mais leur rôle ne s'arrête pas là : ces hôpitaux ont un réel potentiel pour devenir des véritables centres de compétence pour la formation des médecins de famille et du personnel soignant dans les domaines de la gériatrie, de la réhabilitation et des soins palliatifs.

* « Pour la qualité et la sécurité des soins hospitaliers »

** « Pour des soins médicaux et hospitaliers de proximité »

L'hôpital public de Bellinzone.



Deux initiatives interpartis qui visent le renforcement du système de santé publique ont été lancées.

Recensement de la violence homophobe et transphobe

INSULTES, CRACHATS, VOIES DE FAIT : LA DISCRIMINATION À L'ENCONTRE DES PERSONNES LGBT+ EXISTE AU QUOTIDIEN EN SUISSE. AVEC LA NOUVELLE « HELPLINE » LGBT+, MISE À DISPOSITION POUR TOUTES ET TOUS, CES ACTES POURRONT ENFIN ÊTRE RECENSÉS.

Les attaques, tant physiques que psychiques, perdurent à l'encontre des personnes gay, lesbiennes et trans. A ce jour, il n'est pas possible de confirmer le nombre de crimes haineux « Hate crimes » commis contre les personnes LGBT+. La raison en est simple: les plaintes déposées auprès de la police ne sont pas enregistrées et catégorisées spécifiquement comme des délits homophobes ou transphobes par les autorités. A contrario, une menace émise sur la base de la couleur de peau doit être considérée par la police comme une attaque raciste, et donc répertoriée comme telle. Par ailleurs, nombre de personnes ne savent aujourd'hui pas vers qui se tourner si elles sont victimes de discrimination. D'autres, se sentant honteuses, n'osent pas demander d'aide.

Problème en forte croissance

À ce jour, il n'y a pas de volonté politique en Suisse visant à recenser systématiquement la violence faite à l'encontre des personnes homosexuelles ou transsexuelles. Pourtant, le Conseil fédéral estime qu'il est important de lutter contre la discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. La mise en œuvre d'un système de recensement unifié et efficace dans tous les cantons est cependant complexe, comme l'a précisé explicitement le gouvernement dans sa réponse à une interpellation: cela « nécessiterait des investissements importants pour parvenir à cette fin. Les coûts d'investissements élevés qui incomberaient aux cantons et à la Confédération devraient être mis en relation avec la qualité et l'utilité d'une telle statistique ».

D'autres pays européens sont bien plus avancés que la Suisse en matière de délits haineux. En Suède ou en Grande-Bretagne, où la police enregistre explicitement les délits



Lilly Toriola, responsable de projet chez Pink Cross

Cette hotline est ouverte 24 h / 24 et fonctionne comme base de recensement et comme centre de conseils



basés sur la haine, ce ne sont pas moins de 6000 cas qui sont dénombrés chaque année. En Suisse également, cette problématique ne cesse de croître, selon une étude faite par Pink Cross. Un sondage mené lors de la dernière « Zurich Pride » démontre que 66 % des 124 personnes homosexuelles interrogées ont été, au cours des 12 derniers mois, victimes d'injures, de non-assistance ou de violence.

Recensement systématique et conseils

Afin que les personnes concernées ne se retrouvent plus démunies à l'avenir, Pink Cross a mis sur pied, en collaboration avec Pink Cop, Queer Amnesty, Transgender Network Suisse, l'organisation suisse des lesbiennes (LOS) et Du-bist-Du, une plateforme permettant de recenser et conseiller les victimes de ce type de délits. Pour Bastian Baumann, secrétaire général de Pink Cross, « l'objectif à long terme reste inchangé: la police doit recenser systématiquement ces délits et crimes. Mais aussi longtemps que ce ne sera pas en vi-

gueur, ce travail sera pris en charge par la Helpline suisse LGBT+ ».

Cette hotline est ouverte 24 heures sur 24, et fonctionne aussi bien comme base de recensement que comme centre de conseils. Plus de trente conseillères et conseillers soutiennent bénévolement les personnes concernées par téléphone ou par courriel. Ils recensent systématiquement les incidents signalés au travers d'un questionnaire standardisé. Des chiffres fiables pourront donc être établis en fin d'année, et ce, pour la toute première fois en Suisse. Les données seront ensuite anonymisées, afin d'être transmises à l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En effet, cette dernière établit un rapport annuel sur la situation européenne. La nécessité de connaître précisément ces chiffres est déjà démontrée, très peu de temps après le lancement de la Helpline: deux mois à peine après son lancement, ce ne sont pas moins d'une centaine de signalements qui ont déjà été effectués.

www.lgbt-helpline.ch



Hugo Laubi. 1919. Affiche en faveur de l'initiative pour l'introduction d'un impôt fédéral direct.



Florentin Moll. 1924. Affiche contre l'augmentation de la durée du travail.



Paul Senn. 1930. Affiche du PS pour les élections fédérales.

Cent ans d'affiches politiques, cent ans d'affiches socialistes (1/2)

A CHAQUE ÉLECTION ET À CHAQUE VOTATION, LES AFFICHES POLITIQUES FLEURISSENT DANS L'ESPACE PUBLIC. ELLES DIFFUSENT L'IDÉOLOGIE DES PARTIS EN TEXTE ET IMAGE ; ICI LE PORTRAIT D'UN HOMME POLITIQUE, LÀ UN SLOGAN RACOLEUR. AVEC JEAN-CHARLES GIROUD, ANCIEN DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE, « SOCIALISTES » A REMONTÉ L'HORLOGE DU TEMPS DE L'AFFICHE POLITIQUE.

Au milieu du XIX^e siècle, dans les grandes villes suisses, l'affiche politique envahit l'espace public. À l'origine, elle présentait des argumentaires touffus ou des listes serrées de candidats. Les citoyens se font un devoir de les lire. L'affiche complète en matière d'information les articles de presse ou les assemblées. Son impact est fort, puisque son accès est libre, gratuit et ouvert à tous. Le règne du placard, comme on les appelle, est absolu. Il faudra attendre 1890 pour que l'affiche illustrée détrône le placard.

C'est la Première Guerre mondiale qui donne à l'affiche illustrée une plus grande place, au travers du développement des instruments de propagande. Tous les pays belligérants s'y mettent et en font un mode incontournable d'influence et de manipulation. Hors du conflit, la Suisse ne connaît pas une telle production même si le niveau artistique de ses affiches est unique.

Vers la fin de la Grande Guerre, la Suisse n'est plus la même qu'en 1914. Elle a changé socialement et s'est politiquement divisée. La montée de la gauche, stimulée par des



Jean-Charles Giroud, ancien directeur de la Bibliothèque de Genève

L'image ne fait guère appel à la raison mais plutôt aux idées toutes faites, aux instincts, aux haines, aux peurs.

difficultés économiques et la révolution bolchévique de 1917, remet en cause l'ordre helvétique dominé par le parti radical. À l'occasion de la votation sur l'initiative socialiste pour un impôt fédéral direct le 2 juin 1918, un affrontement politique nouveau se manifeste. C'est alors que les premières affiches politiques illustrées paraissent. La plus marquante est réalisée pour le Parti socialiste par Hugo Laubi et s'inspire directement de l'iconographie bolchévique. Elle scandalise la bonne société de l'époque. Et bien que l'initiative soit refusée à une courte majorité, elle permet au PS de mesurer sa force : d'importants cantons et la plupart des grandes villes alémaniques lui sont acquis. La droite prend peur. L'affrontement politique dégénère dans une violence extrême dont la mesure est donnée par l'écrasement de la grève générale par l'armée en novembre 1918.

Quoique la Suisse n'ait pas participé à la guerre, le traumatisme engendré par les privations pousse le pays à se poser des questions existentielles qui se transforment en autant de votations : Société des

Nations, suffrage féminin, partage des richesses, durée du travail, etc. En matière d'élections fédérales, celles de 1919, les premières à la proportionnelle, constituent un enjeu majeur avec un cortège d'affiches mémorables. Elles chamboulent le Conseil national, où le Parti radical perd la majorité absolue. Ces conditions nouvelles modifient le paysage politique et chaque appel au peuple se transforme en une empoignade avec des affiches politiques.

En matière de communication politique, le passage à l'image n'est pas anodin et permet une expression puissante mais réductrice : un slogan aussi court que possible tient lieu d'argumentation. L'image ne fait guère appel à la raison mais plutôt aux idées toutes faites, aux instincts, aux haines, aux peurs. Son impact immédiat répond mieux aux exigences de la propagande en situation de tension extrême.

À SUIVRE

L'avènement du communisme puis l'expansion de la droite nationaliste durant les années 30 ouvriront une nouvelle période faste de l'affiche politique. À découvrir lors du prochain numéro de SOCIALISTES (août 2017).

Un nouvel élan en Suisse romande

LA MULTIPLICATION DE GROUPES THÉMATIQUES AU SEIN DU PS PROVOQUE TANTÔT DE LA CURIOSITÉ, TANTÔT DU SCEPTICISME. ET POURTANT, IL S'AGIT DE VÉRITABLES PETITS « THINK-TANKS » FAVORISANT AUTANT LE FOISONNEMENT INTELLECTUEL QUE L'ACTIVITÉ MILITANTE, À CONDITION QU'ILS SOIENT BIEN INTÉGRÉS AU SEIN DES PARTIS CANTONAUX. LE PS60+, LE GROUPE DES SENIORS AU SEIN DU PS, PREND À CŒUR LE DESTIN DE SES GROUPES CANTONAUX ET RENFORCE SA PRÉSENCE EN SUISSE ROMANDE.

Pourquoi réunir les seniors du Parti? Après tout, les cantons romands ont une offre relativement étoffée d'activités permettant l'engagement au-delà de l'âge actif (groupes de retraités des syndicats, L'AVIVO, etc.). Les membres 45+ constituent la majorité des membres du PS, mais malgré cette présence en force, le passage à la retraite peut agir comme un facteur d'éloignement du Parti. Et pourtant, l'expertise, l'expérience et l'énergie des seniors constituent une ressource extrêmement précieuse que le PS60+ entend activer et préserver.

Les deux groupes historiques en Suisse romande que sont les PS60+ du canton de Genève et du canton de Fribourg ont été rejoint par un nouveau groupe vaudois, qui se réunit régulièrement autour de thématiques aussi diverses qu'intergénérationnelles, en accord avec l'esprit fondateur du PS60+. Les activités sont aussi diverses que les parcours des membres et s'orientent fortement vers l'actualité cantonale et fédérale: ainsi, le PS60+ Genevois a mobilisé massivement des membres du Parti cantonal de plus de 60 ans pour les actions en faveur de l'initiative

AVSplus et, en parallèle, a gagné de nouveaux membres motivés à militer avec le PS60+. La création du groupe vaudois, tout comme la mobilisation genevoise, a bénéficié des outils de mobilisation du PS Suisse.

Ce nouvel élan ne s'arrêtera pas là: les groupes cantonaux romands sont déterminés à continuer à se mobiliser afin de devenir des acteurs incontournables sur les questions de politique intergénérationnelle. De nouveaux groupes cantonaux romands sont dans les « *starting-blocks* », la délégation romande auprès du PS60+ Suisse se renforce et les premières discussions ont lieu afin de créer des synergies avec la Jeunesse socialiste. Une aventure à ne pas rater!

Pour en savoir plus: Olga Baranova, responsable de projets de mobilisation, olga.baranova@pssuisse.ch

Pour adhérer au PS60+: www.ps60plus.ch



Action téléphonique du PS60+ Genève, septembre 2016.

« L'engagement au PS60+ est une façon de rester ouvert sur la société, faire valoir l'expérience et la spécificité des seniors avec une orientation certaine vers l'intergénérationnel »

Marie-France Anex, PS60+ Genève

LE RÉSULTAT

Avec 17 000 voix de moins qu'en 2013, Oskar Freysinger (42 520 voix) a été bouté hors du Conseil d'Etat valaisan lors du 2e tour des élections cantonales du 19 mars. Le politicien à la queue-de-cheval, véritable emblème de l'UDC romande et vice-président du parti national, s'est vu ravir son siège par le libéral-radical Frédéric Favre (44 644 voix). Ce résultat contraste brutalement avec les élections de 2013, lors desquelles Freysinger avait récolté 56 913 voix, dominant ainsi tous les autres candidats. Une dégringolade à faire pâlir son parti de droite xénophobe. Que s'est-il passé en Valais pour que la tendance s'inverse en seulement 4 ans? D'aucuns diront que la parole forte et les harangues anti-étrangers ont lassé la population. D'autres mettent en avant la violence inouïe de sa campagne politique qui a repris les recettes des nouveaux populistes occidentaux, tels que Marine Le Pen et Donald Trump. « Media Bashing » – « Je travaille à la mort de la presse », avait-il annoncé fièrement le jour où il déposait sa liste électorale à la Chancellerie – Affiches et flyers infamants, phrases insultantes sur les réseaux sociaux, sans oublier les permanents appels à la division. Mais sa volonté de réduire tous les sujets complexes à des choix élémentaires a convaincu les Valaisan-ne-s de renouer avec la réflexion politique. Et dans ce domaine, Oskar Freysinger ne semble plus avoir sa place.

LA STATISTIQUE

26%

C'est le pourcentage de bénéfices que les grandes banques déclarent avoir réalisé dans les paradis fiscaux, selon un nouveau rapport de l'ONG Oxfam. Ce montant d'une valeur de 25 milliards d'euros est en déconnexion totale avec la réalité économique de ces territoires, qui ne représentent que 5 % du PIB mondial et cumulent à peine 1 % de la population terrestre. Dans le peloton de tête des pays que les banquiers adulent, on trouve sans grande surprise le Luxembourg, l'Irlande et Hong-Kong. Ces trois territoires pratiquent un taux d'imposition qui s'élève en moyenne à 6 % et descend à 2 % pour certaines banques, « bien en deçà du taux normalement en vigueur dans l'Union européenne de 12,5 %, chiffre qui se trouve déjà être très faible », souligne le rapport. Cette utilisation abusive des paradis fiscaux par les plus grandes banques européennes témoigne de l'utilisation multiple qu'elles peuvent en faire: délocaliser artificiellement leurs bénéfices pour réduire leur contribution fiscale, faciliter l'évasion fiscale de leurs clients ou contourner leurs obligations réglementaires.



VICTOIRE MERC À VOUS!



**SAVE THE DATE 4^E UNI D'ÉTÉ DU PS SUISSE,
DU 3 AU 6 AOÛT 2017 À CHANDOLIN (VS)**

L'Uni d'été du PS Suisse est une occasion unique pour rencontrer des camarades de toute la Suisse, faire connaissance avec les élu-e-s nationaux et, surtout, participer aux différentes formations et en profiter pour des échanges politiques bien nourris ! Le tout dans une atmosphère décontractée au milieu d'un cadre naturel unique. Réservez les dates !